



53400 CRAON

DÉCISION DU PRÉSIDENT

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

16 DECEMBRE 2025
DP-n°2025-12/33-17°

Christophe LANGOUËT, Président de la Communauté de Communes du Pays de Craon,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10,

Vu la délibération n° 2023-10/138 du Conseil communautaire en date du 9 octobre 2023, relative aux délégations consenties au Président, et notamment :

Le 17° relatif aux **SUBVENTIONS**

Solliciter les subventions auprès des organismes susceptibles d'attribuer des aides financières (Europe, État, Région, Conseil Départemental, partenaires financiers...) dans le domaine de chacune des compétences exercées par la Communauté de communes

Considérant :

- Le vieillissement du parc locatif de la Communauté de Communes du Pays de Craon,
- L'étiquette énergétique de certains logements intercommunaux,
- La volonté de la Communauté de Communes du Pays de Craon de continuer à renforcer l'autonomie énergétique du territoire en accélérant notamment la rénovation du bâti

Considérant l'inscription du projet au DOB 2026,

DÉCIDE

Article 1 :

- **de valider** le plan de financement annexé de l'opération intitulée « RENOVATION ENERGETIQUE DE LOGEMENTS INTERCOMMUNAUX »,
- **de solliciter une subvention** auprès de l'Etat au titre de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR).

Article 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Article 3 :

Le Président de la Communauté de Communes du Pays de Craon est chargé en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 :

Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- ↳ La Sous-préfecture de Château-Gontier-sur-Mayenne,
- ↳ La Trésorerie de Château-Gontier-sur-Mayenne.

Fait à Craon, le 16 décembre 2025
Le Président,

Christophe LANGOUËT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-200048551-20251216-DP20251233-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025
Affichage : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

